**Termes de Référence**

**Consultant ELEVAGE**

**ETUDE DIAGNOSTIQUE POUR L’INTEGRATION DU COMMERCE**

**rEPUBLIQUE cENTRAFRICAINE**

**CADRE INTEGRE RENFORCE**

|  |  |
| --- | --- |
| **Location :** | Countrybased; travelsmayberequiredwithin the country on specific sites |
| **Application Deadline :** | 25 mai 2022 |
| **Type of Contract :** | IndividualContract |
| **Post Level :** | National Consultant |
| **LanguagesRequired :** | French    |
| **Starting Date :**(date when the selected candidate isexpected to start) |  Juin 2022 |
| **Duration of Initial Contract :** | 9 weeks |

**I. Introduction et Contexte**

La République Centrafricaine a, dans son Document de Stratégie de Réduction de Pauvreté de deuxième génération (2011-2015), réaffirmé son ambition de promouvoir la relance économique et l’intégration régionale. Cette relance devrait s’appuyer sur des secteurs qui induisent (directement et indirectement) une amélioration importante et durable des revenus et une croissance créatrice d’emplois, portée par des investissements tant publics que privés.

Dans cette optique, il a été jugé nécessaire que l’Etude diagnostique pour l’intégration du commerce (EDIC) soit révisée pour prendre en compte les évolutions et changements enregistrés depuis sa première édition en 2006, et surtout définir les nouvelles priorités commerciales conformément aux orientations du DSRP II. La mise à jour de l’EDIC permettra de : i) mesurer les progrès réalisés en terme d’amélioration du cadre économique en général et du commerce en particulier ; ii) prendre en compte les nouvelles priorités nationales ; iii) disposer d’un document de base pour la mobilisation de l’appui des partenaires dans le cadre global de l’*Aide pour le Commerce* (APC).

Le Gouvernement de la RCA a choisi de travailler avec le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) dans la mise à jour de l’EDIC. L’étude tiendra en comptes les lignes directrices adoptées par le Conseil du Cadre intégré renforcé (CIR) (disponible sur le site : [www.integratedframework.org](http://www.integratedframework.org/)) d’une part, et le contexte du pays de l’autre. L’étude comportera également l’identification des mesures prioritaires et des besoins d’assistance technique détaillés dans une Matrice des actions prioritaires.

Parmi les secteurs retenus pour analyse dans l’EDIC,l’élevage a été choisi compte tenu que de son importance stratégique dans le développement économique et social de la RCA. Les sous secteurs de l’élevage, de la pêche et de la chasse représentaient 40,8% du PIBA de la RCA en 2009.

La RCA dispose d’atouts considérables pour le développement de l’élevage. Sur une superficie totale de terres de pâturage et de parcours estimée à 16 millions d’hectares, seuls 9 millions d’hectares sont exploités pour un cheptel de 3,2 millions de têtes de bovins.

Les activités pastorales portent essentiellement sur l’élevage des volailles, ovins, caprins et bovins. Les systèmes de classification pourraient se classer comme suit : élevage transhumant ; élevages édentaire ; le petit élevage rural ; les grandes exploitations agricoles ou « *ranching*» ; petit élevage moderne. On estime à 35% la proportion des ménages ruraux qui se consacrent à l’élevage en RCA.

Les élevages ovin, bovin, porcin et avicole concernent 25.000 exploitations et couvrent une production de 46.000 tonnes de viande par an, soit une consommation annuelle de 15 kgs/ht/an. L’élevage bovin est prédominant avec plus de 3,129 millions de têtes, 2 millions de petits ruminants et 3 millions de volailles. Le sous-secteur de l’élevage génère jusqu’à 3 milliards de recettes d’exportation.

En dépit des conditions agro écologiques favorables et d’énormes potentialités en terres et bas fonds en République Centrafricaine, l’élevage fait face à des contraintes nombreuses, dont : l’insécurité aux frontières et sur les pistes de parcours ; la dégradationprogressive des pâturages ; la mauvaise qualité et ou l’inexistence de services vétérinaires ; les faibles capacités des éleveurs et des organisations professionnelles ; la concentration des troupeaux, etc. Par ailleurs, la question de l’insertion des femmes dans la chaine de valeur en RCA a été souvent éludée compte tenu des problèmes socio-politiques récurrents observés dans le pays. Compte tenu de la quasi prépondérance des femmes dans le secteur agricole et dans le pays, une approche genre constitue une dimension importante à promouvoir dans ce sous-secteur.

L’Agence Nationale de Développement de l’Elevage (ANDE) constitue la principale structure étatiquechargée de la promotion et du renforcement des activités pastorales en RCA.

Il existe également un Fonds Interprofessionnel de Développement de l’Elevage (FIDE), a été créé depuis 1994, dans le cadre du Programme de Développement de l’Elevage et de la Gestion des Parcours (PED-GP). Il a pour but de contribuer au financement des activités pastorales et au renforcement des capacités des acteurs du sous-secteur en RCA. Mais, les actions ont étéentravées par les crises politiques successives ainsi que par des problèmes de bonne gouvernance et de gestion financière.

Les principaux défis à relever pour le développement de l’élevage en RCA ont été cernés par les diverses études et divers autres documents stratégiques ; ils tournent autour des aspects suivants :

1. L’amélioration du cadre institutionnel, notamment le recentrage des activités de l’Etat sur les activités plutôt administratives ;
2. L’amélioration de la productivité des systèmes de  production, en particulier en ce qui concerne la relance de l’élevage pastoral et la promotion de l’élevage bovin;
3. Le développement de la transformation, qui devra être plus orientée vers un niveau industriel plutôt qu’informel et artisanal, notamment en ce qui concerne les cuirs et peaux pour les besoins liés à l’exportation;
4. La mise en place de normes de qualité et de certification, intérieure et extérieure, pour le suivi, la traçabilité et la promotion des exportations ;
5. L’amélioration du fonctionnement des services d’appui à l’élevage et la promotion des organisations professionnelles de base.

Il s’agira de d’appliquer l’approche chaine de valeur, en particulier en ce qui concerne les sept axes d’intervention relatifs aux principales fonctions que sont : l’approvisionnement en intrants, la production, le stockage, la conservation, le conditionnement, la commercialisation et le financement des activités. Une attention particulière sera prêtée aux conditions de diversification devant aboutir à l’introduction de nouveaux produits comme les cuirs et peaux.L’Etude va contribuer à une meilleure connaissance du sous-secteur, en relation avec l’élimination ou à la réduction des contraintes observées au niveau de chacun des maillons de la filière et à créer en RCA les conditions d’une meilleure génération de la valeur ajoutée nationales pour l’élevage, en termes d’activités, de programmes et de projets spécifiques.

**Prestations demandées**

Le consultant devra s’acquitter des tâches suivantes :

L’étude proposée aura pour objectif global de faire une analyse complète des différents maillons de chacune de la chaine de valeur de l’élevage et proposer des axes stratégiques de pertinents de son développement. Il convient de rappeler que les maillons et segments couvrent les étapes allant de la production à la mise en marché (y compris les principaux circuits de commercialisation, l’analyse quantitative des coûts et des marges de commercialisation), en passant par la conservation et /ou la transformation, le transport, la distribution, en somme une analyse de toutes les étapes identifiées dans la chaine de valeur.

Les objectifs spécifiques de la mission du Consultant seront les suivantes:

* Faire, sur la base d’informations quantitatives et qualitatives, la   revue   complète de la   filière de l’élevage   en   vue   d’en   situer   les   forces   et   faiblesses et déterminer les facteurs affectant positivement et ou négativement sa performance ;
* Elaborer un schéma de la chaine de valeur de l’élevage, afin de faire ressortir : (i) les éléments commerciaux et non commerciaux pertinents, y compris les questions relatives aux normes et standards ; (ii) les sources de génération de valeur de chaque segment de la chaine de valeur ainsi identifiée ; (iii) la prise en compte des femmes et de l’emploi des jeunes au sein de chaque segment identifié de la chaine de la valeur des filières ;
* Fournir un plan d’actions opérationnel et comportant  les  éléments  suivants  :  (i)  les  investissements  requis  pour  améliorer  la filière,   son   bon   fonctionnement   et   sa   compétitivité;   (ii)   les besoins d’assistance technique et de renforcement des capacités au profit des institutions et organisations impliquées dans la filière, en particulier en ce qui concerne le financement de la production, la commercialisation, la transformation locale et l'exportation des produits de l’élevage;   (iii) la mise à disposition de bonnes pratiques en matière de production, de stockage, de conditionnement, de transformation des produits issus de l’élevage pour la mise en consommation sur le marché local et éventuellement l'exportation sous régionale; (v) la prise en compte de tous services d’appui à la chaine de valeur de l’élevage ;
* Evaluer le marché de la République Centrafricaine (le marché domestique, le marché régional et celui international, le degré de couverture des besoins nationaux, les coûts ou marges, la distribution des revenus, la qualité, la sensibilité aux aléas climatiques et / ou économiques) ainsi que tous facteurs ayant une influence sur l’organisation et la performance du sous-secteur; une attention particulière sera accordée à l’identification de modalités pratiques d’insertion de ces filières et produits sélectionnés dans la chaine de valeur mondiale des produits concernés;
* Participer à l’organisation d’un un atelier de partage et de validation des résultats de l’étude avec les institutions concernées.

**Résultats attendus**

Un Rapport d’analyse de 40 pages environ est produit selon la structure suivante et démontrant que:

* Le diagnostic complet de la filière Elevage en vue d’en situer les forces et faiblesses a été réalisé;
* Les divers segments et étapes de la chaine de valeur de la filière Elevage ont été clairement établis et compris par les acteurs de la filière concernée;
* Les mécanismes d’insertion des femmes, de génération de revenus et de création d’emplois pour les jeunes sont bien identifiés et articulés dans les divers segments de la chaine de valeur de l’élevage;
* Un plan d’action opérationnel et une Matrice d’actions sur la filière est élaborée

**Voyage**

Le consultant sera basé à Bangui et pourra visiter, le cas échéant, des zones d’élevage en RCA pour rédiger son rapport. La définition des sites sera faite en consultation avec les Ministères chargés de l’agriculture et du commerce et l’Equipe. La mission va durer au total 15 jours.

**Durée et délais envisagés**

Le contrat de consultation s’étalera pendant 9 semaines à partir de Juin 2022. Les jours effectifs de travail sont estimés à 35.

Un projet de rapport sera partagé avec le PNUD et le Chef d’équipe 3 semaines après de la mission au pays.

Le rapport final sera soumis au PNUD et au Chef d’équipe une semaine après de la réception des commentaires du PNUD et du Chef d’équipe.

**EDUCATION, EXPERIENCE ET COMPETENCES PROFESSIONNELLES**

1. **Education**
* Avoir un niveau de formation en agro- économie ou équivalent (au moins BAC+5 ou Master), avec option sur l’élaboration et la mise en œuvre des Politiques de Développement de l’élevage
1. **Expérience**
* Avoir une expérience professionnelle pertinente d’au moins 10 ans en entreprise agricole/agro-industrielle ou avoir travaillé avec le secteur privé dans le cadre de l’élevage et ou avec des producteurs ou associations de producteurs dans le domaine pastoral;
* Avoir une bonne connaissance et qualification en analyse des chaines d’approvisionnement/chaines de valeur dans le domaine de l’élevage ;
* avoir une bonne connaissance de l’approche filière, de la commercialisation des marchés des produits de l’élevage et du financement;
* Expérience avérée dans l’analyse du commerce international, la formulation des stratégies, programmes et politiques agricoles et leurs liens avec la réduction de la pauvreté;
* Connaissance dans les questions du système commercial multilatéral et de l’OMC ;
* Avoir une expérience en République Centrafricaine ou dans un pays africain serait un atout.
1. **Compétences:**
* Excellentes capacités d’analyse et de synthèse
* Excellente capacité rédactionnelle en français
* Bonne aptitude à travailler de façon autonome et en coordination avec des pairs et au sein d’une équipe pluridisciplinaire et ou multiculturelle.

|  |  |
| --- | --- |
| **Consultant(e) International(e)** |  |
| 1. **La compréhension des TdRs**
 | **15** |
| 1. **La conformité du plan de travail et de la méthodologie proposée avec les termes de référence**
 | **25** |
| * 1. Approche méthodologique
* Compréhension de la mission ………………………………. 5 points
* Clarté ………………………………………………………….………... 2 points
* Cohérence de l’approche …………………………………….. 8 points
 | 15 |
| * 1. Plan de travail conforme à la méthodologie
* Exhaustivité ………………………………………………………….. 5 points
* Clarté …………………………………………………………………… 1 point
* Cohérence ……………………………………………………………. 4 points
 | 10 |
| 1. **Qualifications et compétences**
 | **50** |
| * 1. Qualifications et expériences générales
* Diplôme d’études supérieures (au moins Bac+5) en formation en agro- économie ou équivalent (au moins BAC+5 ou Master), avec option sur l’élaboration et la mise en œuvre des Politiques de Développement de l’élevage
* Master 1 ………………… 7 points
* Master 2 …………………. 10 points
* Doctorat ……………….… 15 points
 | 15 |
| * 1. Au moins dix (10) années d’expérience en entreprise agricole/agro-industrielle ou avoir travaillé avec le secteur privé dans le cadre de l’élevage et ou avec des producteurs ou associations de producteurs dans le domaine pastoral;
* Moins de 10 ans ……………………………….. 5 points
* Egal à 10 ans …………………………………….. 15 points
* Plus de 10 ans …………………………………… 20 points
 | 20 |
| * 1. Expériences pertinentes pour la mission
* Une capacité d’analyse, et de planification stratégique, intégrant l’ouverture au commerce international …………………………………………………….. ………….5 points
* Une expérience prouvée dans l’élaboration de l’étude similaire …………… 5 points
* Une expérience sur l’évolution des investissements dans le secteur du commerce et l’environnement des affaires en RCA……………………………..2,5 points
* Excellentes compétences prouvées en rédaction et en communication (Produire au moins un document publié en tant qu’auteur ou co-auteur)………………….. 2,5 points
 | 15 |

1. **Documents à inclure lors de la soumission de la proposition**

Les Consultant(e)s intéressé(e)s doivent présenter un dossier de candidature comprenant les éléments suivants et envoyées par courriel à l’adresse : Achats.cf@unpdp.org au plus **tard 25 mai 2022 à 12h GMT.**

**1.**      **Une proposition technique**

(i) Note explicative sur la compréhension des TdRs et les raisons de la candidature
(ii) Brève présentation de l’approche méthodologique et de l’organisation de la mission envisagée.

**2. Une proposition financière**

Contrat à prix forfaitaire.

La proposition financière doit indiquer :

Le montant total/somme forfaitaire globale. Afin d'aider le PNUD dans la comparaison des offres, chaque proposition financière comprendra une ventilation détaillée du montant forfaitaire, incluant :

* Les honoraires du consultant ;
* L’indemnité journalière X nombres de jours ouvrables prévus.

**3. Un CV incluant**

(i) L'expérience acquise dans des projets similaires

(ii) Au moins 3 références.

**Supervision**

Le Bureau du PNUD à Bangui sera en charge de la supervision générale du consultant et donnera l’appui administratif et logistique requis à la mission du consultant.

Le Chef d’Equipe assure la supervision technique et du consultant et veille à assurer la qualité requise du travail fourni par le consultant, à travers des avis et conseils motivés. Il valide en dernier ressort le document fourni par le Consultant.

**Le paiement sera fait en trois tranches :**

1. la première tranche de 20% après la présentation du projet de document;
2. (ii) 30% après soumission du Projet de Rapport ;
3. (iii) 50% restant après l’approbation du projet final du Rapport par le Chef d’équipe et l’Unité du Commerce et du Développement Humain du PNUD à Genève.

---------------------------